



Réseau
*Famille et
Scolarisation
en Afrique*



Réseau
Ouest et Centre
Africain de
Recherche en
Education

Colloque international
Éducation, Violences, Conflits et Perspectives de Paix en Afrique
Yaoundé, 6 au 10 mars 2006

**Impact des conflits armés sur la déscolarisation et
le phénomène des enfants de/dans la rue en République du Congo**

Benoît Libali
Pierre Chetel Kouanga



Colloque international sur Education, Violences et Guerres en Afrique
6-10 mars 2006, Yaoundé/Cameroun

**Impact des conflits armés sur la déscolarisation et
le phénomène des enfants de/dans la rue en République du Congo**

*Par Benoît Libali et Pierre Chetel Kouanga,
Union pour l'Etude et la Recherche sur la
Population et le Développement (UERPOD)
E-mail : uerpod@yahoo.fr*

Résumé

Sur la base d'une revue de trois études réalisées dans le contexte de post-conflit au Congo, la présente communication propose une réflexion sur la relation entre les conflits armés et la déscolarisation des enfants. Il apparaît que les enfants impliqués dans les conflits ont une très faible probabilité de reprendre les études après leur démobilisation. Les enfants dont le niveau de vulnérabilité s'accroît du fait des conflits, sont dans une fraction importante contraints, sous le regard impuissant et/ou résigné des parents, à se faire enfants de la rue, rendant improbable la poursuite de leur scolarité après les conflits.

Aussi la communauté internationale se doit-elle, si elle souhaite véritablement protéger les droits des enfants notamment à l'éducation, de commencer par éradiquer les conflits dans le respect des mécanismes existants.

Introduction

Les liens entre l'éducation et les conflits sociopolitiques sont très complexes. Dans un contexte caractérisé par la précarité des conditions de vie des ménages, les conflits armés contribuent à fragiliser davantage les populations déjà vulnérables.

C'est ainsi le cas en République du Congo, qui subit encore les effets d'un conflit sociopolitique à plusieurs rebondissements survenu, d'abord en 1993, ensuite en 1997 et enfin en 1998/1999. Ce conflit sociopolitique a non seulement généré des combats militaires, mais également conduit à la destruction du tissu socio-économique et culturel national. Il a affecté les rapports communautaires et sociaux, ainsi que les bases de la production économique avec pour conséquence la détérioration des conditions sociales de vie des populations déjà meurtries par les effets de la crise socio-économique qui traversait le pays depuis la deuxième moitié des années 80.

Comme tout conflit, il a créé un chaos où aucun repère moral n'était plus fonctionnel, et conduit à l'enrôlement direct des enfants dans les combats. D'autres enfants encore, rendus orphelins ou abandonnés, en ont subi les effets même sans y avoir été directement impliqués.

La présente communication se préoccupe d'évaluer, sinon l'impact, du moins les effets de ce conflit armé du Congo sur la scolarisation des enfants.

La réflexion engagée dans cette communication est sous-tendue par les résultats d'une revue documentaire sur la question au Congo. Globalement, deux axes de questionnement ont été peu ou prou développés en rapport avec les effets des conflits sur les enfants. Le premier axe

visent les enfants ayant pris une part active aux conflits et a fait l'objet de deux études toutes réalisées en 2002, respectivement avec l'appui du Bureau International du Travail (BIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Ces deux études disposent de quelques informations pertinentes sur la situation scolaire des enfants anciens soldats avant et après les conflits. Le second axe vise une autre catégorie d'enfants vulnérables que sont les enfants de ou dans la rue. Les résultats de l'étude sur les stratégies de réinsertion sociale des enfants de la rue réalisée en 2000 par l'UERPOD avec l'appui de l'UNESCO, permettent d'apprécier les effets des conflits sur la scolarisation et le phénomène des enfants de la rue.

Sur cette base, après avoir décrit dans un premier temps le niveau d'enrôlement des enfants dans les conflits et les facteurs y afférents incluant l'attitude des parents, la communication évaluée dans un second moment la situation scolaire des enfants anciens soldats et des enfants de la rue suite aux conflits.

1. Enrôlement des enfants dans les conflits

a. Niveau d'enrôlement

Au niveau africain, on estime le nombre d'enfants de 7 à 18 ans, utilisés dans les conflits armés, à 120.000 sujets. Au Congo, bien que l'on ignore leur nombre total, beaucoup d'enfants ont été impliqués en tant que combattants actifs dans les conflits à plusieurs rebondissements de 1993, 1997 et 1998. L'estimation fournie par l'UNICEF, soit environ 10.000 enfants enrôlés est sans nul doute en deçà de la réalité.

En effet, la récurrence avec laquelle les enfants sont impliqués dans les différents conflits (tableau 1) dénote d'un niveau élevé de leur enrôlement dans ces conflits. On voit que 34,4% des enfants ont participé activement à au moins 2 (25,6%), ou à au plus 3 conflits (8,8%).

Tableau 1 : implication aux différents conflits

Nombre de conflits	Effectifs	%
1 conflit	454	65,6
2 conflits	177	25,6
3 conflits	61	8,8
Total	692	100,0

UNICEF, 2002, p.58

b. Facteurs incitatifs

Les facteurs incitatifs se situent aux niveaux macro, méso et micro. Au niveau macro, interviennent les facteurs liés à la crise socio-économique aigue que traverse le pays depuis la seconde moitié des années 80, ayant occasionné de nombreux remous sociaux et politiques. On sait que c'est au regard de la dégradation des agrégats et de la nécessité de rétablir les équilibres macro-économiques, sous la pression des institutions de Breton Wood, que le Congo a adopté et mis en œuvre des politiques drastiques d'ajustement structurel. Ces politiques ont amené l'Etat à se désengager des charges sociales, en l'occurrence celles liées à l'offre d'emplois, plongeant d'importantes franges de la population dans un dénuement brutal criard.

Comme le reconnaît le Gouvernement en 2000, « la dégradation des conditions économiques a fourni un terrain propice aux tensions de tous genres entre les différents groupes qui composent la population congolaise. Les événements sociopolitiques que le pays a connus, qui ont aggravé ces conditions, ont entraîné chez les jeunes, la perte des repères moraux caractérisée par l'incivisme, la violence, l'usage de la drogue, la prostitution. Beaucoup de jeunes se sentent exclus et ont perdu l'espoir d'une intégration dans la vie active » (Programme Intérimaire Post Conflit, 2000).

Au niveau méso, la pauvreté généralisée, du fait de la perte du pouvoir financier des parents fragilise l'autorité familiale et/ou parentale sur les enfants. Prenant conscience de la défaillance de leurs parents de plus en plus démunis, les enfants se créent d'autres modèles identitaires, non sans fouler au pied les normes régissant la famille. Cet état de chose, accentué par la désaffection des solidarités familiales jadis légendaires, engendre de nouveaux types de rapports microsociaux qui déterminent les acteurs au sein de la société congolaise. Cela a globalement affaibli la position des parents au moment de l'enrôlement des enfants dans les conflits.

i. Environnement socio familial des enfants au moment de leur enrôlement dans les conflits armés et attitude des parents au Congo

1. Lieu de résidence au moment du recrutement

Au moment de leur recrutement, 3 enfants sur 4 se trouvaient dans leur localité de résidence habituelle et 8 sur 10 d'entre eux vivaient avec leurs parents. Seulement 1 enfant sur 10 habitait avec des amis comme le montrent les résultats du tableau 2 ci-dessous.

Il apparaît que les enfants ont été enrôlés dans les conflits armés sous le regard plus ou moins impuissant ou complice des parents, dans un contexte de perte d'autorité parentale sur les enfants comme déjà cité plus haut.

Tableau 2 : enfants enquêtés selon l'environnement au moment du recrutement

		Enfant jamais engagé		Enfant relâché	
		Effectifs	Pourc.	Effectifs	Pourc.
Habitez vous là en ce moment ?	Réponses				
	Oui	N/A	N/A	30	75%
	Non	N/A	N/A	10	25,0%
Total		N/A	N/A	40	100,0%
Où et avec qui viviez vous ?	Dans une maison avec la famille	13	65,0%	33	82,5%
	Dans une maison avec des amis	2	10,0%	4	10,0%
	Dans un camp de réfugiés/déplacés	N/A	N/A	1	2,5%
	Sans domicile	N/A	N/A	2	5,0%
	Pas de réponse	5	25,0%		
Total		20	100,0%	40	100,0%

Source : Rapport BIT sur la situation des enfants engagés dans les conflits armés au Congo, 2002

2. Environnement familial et attitude des parents

Il apparaît également dans le Rapport d'étude du BIT que les enfants relâchés habitaient, dans une proportion importante (59,5%) au sein de la famille biologique au moment de leur

enrôlement ou avec d'autres membres de la famille (35,7%). Seulement près de 5% vivaient avec des amis (tableau 3).

En général, les enfants ayant pris part aux conflits (1993 à 1999), sont issus des ménages de grande taille (Rapport UNICEF), variant entre 6-9 personnes (49,6%) ou 10-15 personnes (25,3%).

La taille du ménage fait ressortir ici l'incapacité, aggravée par la pauvreté des parents, de contrôler les engagements des enfants. Les parents sont ainsi amenés à se résigner face à l'engagement de leurs enfants dans les conflits armés. Cependant, comme on peut s'y attendre, cela est préjudiciable pour l'avenir scolaire des enfants.

Tableau 3 : environnement familial des enfants relâchés au moment de leur recrutement

		Observations	%
Enfant vivait avec qui ?	Avec la famille biologique	25	59,5%
	Avec la famille de la personne interrogée	15	35,7%
	Avec des proches (mais pas de la famille)	2	4,8%
Total		29	100,0%

Source : Rapport d'étude du BIT 2002

2. Déscolarisation des enfants

a. Niveau de déscolarisation

i. **Activité principale de l'enfant relâché enquêté avant le recrutement**

Avant leur enrôlement, plus de la moitié, soit 55% d'enfants relâchés allaient à l'école, 10% se consacraient à l'apprentissage ; 20% étaient dans un désœuvrement total. Ainsi, la plus grande partie d'enfants soldats sont des anciens élèves (tableau 4).

Tableau 4 : enfants relâchés enquêtés selon l'activité exercée avant le recrutement

		Enfant relâché	
		Effectif	%
Activité Principale avant le recrutement ?	Allait à l'école	22	55,5%
	Apprentissage	4	10,0%
	Travail avec les parents	6	15,0%
	Sans activité	8	20,0%
		40	100,0%

Source : Rapport d'étude BIT 2002

ii. **Fréquentation scolaire des enfants après les conflits**

En plus du fait que les enfants impliqués dans les conflits ont généralement un niveau d'instruction moins élevé, 15% seulement d'entre eux ont repris avec l'école après leur relâchement (Rapport BIT, 2002, p.78). Ceci montre un important niveau de déscolarisation, qui atteint, du moins dans l'échantillon étudié, 85% des enfants impliqués dans les conflits.

En 2000, près de 50% des enfants déscolarisés parmi les enfants de la rue avaient abandonné l'école depuis au plus 3ans, au cours de la période de référence allant de juin 1997 à décembre 1999 (tableau 5), période marquée par le premier conflit sociopolitique aux conséquences multiples que le Congo n'ait jamais connu. Cette période a fortement contribué à la dégradation de l'offre et de la demande d'éducation ; le taux de scolarisation ne représentait plus que 80,2%, inférieur au niveau atteint jusque dans la première moitié des années 80. Selon le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, le taux de participation scolaire dans le primaire « est tombé de 90% en 1990 à 40% en 2000 (...) » (2005).

Tableau 5 : enfants de la rue déscolarisés selon la durée écoulée depuis l'abandon scolaire

Période référence	Durée en années révolues	Effectifs	Pourcentages (%)
Avant 1993	Plus de 7 ans	24	4,1
1993/1994	7-6ans	18	3,8
1994/juin 1997	6-3ans	129	22,3
Juin 1997/novembre 1998	3-1 ans	156	27,0
Décembre 1998/1999	1-0 an	132	22,8
Non précisé	-	94	16,2
Sans réponse	-	26	4,5
Total	-	579	100,0

Source : Enquête UERPOD, 2000

b. Causes de la déscolarisation

Selon les résultats consignés dans le tableau 6, la déscolarisation est due à trois grands groupes de causes : économiques (23,8%), familiales (22,0%) et celles liées à la personnalité des enfants eux-mêmes (15,3%). La guerre (9,3%) et le décès des parents représentent toutefois une importance non négligeable.

Tableau 6 : Causes de la déscolarisation/non scolarisation des enfants

Nature des causes	Effectifs	Pourcentages (%)
Causes économiques	179	23,8
Causes familiales	165	22,0
Causes liées à la personnalité	115	15,3
Guerre	70	9,3
Décès des parents	64	8,5
Influences des amis	8	1,1
Problème de santé	7	0,9
Manque d'école	5	0,7
Autre	18	2,4
Ne sait pas	29	3,9
Sans réponse	90	12,0
Sans objet	1	0,1
Total	751	100,0

Source : Enquête UERPOD, 2000

Selon les statistiques de scolarisation provenant des annuaires de l'éducation, les taux de scolarisation par niveau d'enseignement ont fortement diminué, accusant des creux très marqués à partir de 1997 jusqu'en 2000. Cette situation étant imputable aux « dix années de guerre civile » qui ont contribué à accroître la vulnérabilité des enfants et des jeunes, dont une importante fraction a directement participé aux activités des trois milices qui ont été

créées du fait de ces conflits dans le pays (Ministère de l'enseignement Primaire et Secondaire, avril 2005, p.6).

Les conflits représentent une cause importante sur la déscolarisation ; ils interfèrent également sur le phénomène des enfants de et/ou dans la rue.

3. Contribution au phénomène des enfants de/dans la rue

a. Part des conflits sur le phénomène des enfants de/dans la rue

Les circonstances de choix de la rue par les enfants comme espace de travail et de vie, sont variables. Dans 57,3% des cas, ainsi qu'il apparaît à travers les résultats de l'étude sur les Stratégies de Réinsertion sociale des enfants de la rue, les enfants auraient choisi eux-mêmes d'aller dans la rue ; mais dans une proportion importante, elles y ont été poussé par des amis (31,4%), envoyés par les parents (2,3%) ou recrutés par quelqu'un (3,5%). Le dernier lieu d'habitation avant la chute dans la rue a été, dans 67,6% des cas, le foyer parental (père, mère ou les deux). Les résultats de cette étude montrent également que 12,6% des enfants ont été contraints par la force des choses, c'est-à-dire contre leur gré de demeurer dans la rue ; en général, ils n'ont pas d'endroit où aller (41,2%), n'ont pas de choix (31,2%) ou n'ont personne pour les soutenir (8,7%). Ce sont des enfants victimes des situations de désarticulation familiale créées par les différentes guerres. Comme souligné dans le magazine Avant-garde (p.45), « les nombreux soubresauts politiques que connaissent certains pays ont de graves conséquences sur l'éclatement des familles et par ricochet sur les enfants, notamment en cas de familles déplacées et réfugiées. Entre mutineries, rebellions, coups d'Etat et guerres, le tissu social des pays comme la Centrafrique, les deux Congo, le Libéria, le Burundi ou encore le Rwanda, s'est fragilisé et les premières victimes ont été les enfants ».

b. Opinions des parents sur les activités de leurs enfants dans la rue

Dans la plupart des cas, les parents sont rendus impuissants face à la chute de leurs enfants dans la rue. En effet, bien que les parents soient au courant des activités des enfants dans la rue, plus de 36% d'entre eux ne disent rien au sujet de ces activités ; environ 19,5% des parents les y encouragent ouvertement, contre 17,7% qui ne sont pas d'accord et qui interdisent à leurs enfants de séjourner dans cet espace qu'est la rue.

Tableau 8 : Répartition des enfants de la rue en fonction des opinions et attitudes des parents

Opinions et attitudes des parents des enfants de la rue	Effectifs des enfants	Pourcentages (%)
Parents sont d'accord	22	10,0
Parents m'encouragent	21	9,5
Parents ne disent rien	80	36,5
Parents ne sont pas d'accord et m'interdisent	39	17,7
Sans réponse	14	6,5
Sans objet	44	20,0
Total	220	100,0

Source : Enquête UERPOD 2000

Par conséquent, l'attitude passive et/ou de résignation des parents pendant et après les conflits a dans une large mesure contribué à déscolariser leurs enfants. Malheureusement, parmi les actions prises pour leur réinsertion aucune n'est allée en direction des parents.

Conclusion

Les conflits armés, quels que soient leurs motifs, en ce qu'ils contribuent au processus de déscolarisation et de vulnérabilisation, est une atteinte aux droits des enfants. Ils devraient porter les mêmes condamnations que leurs auteurs. Ils empêchent aux enfants d'aller à l'école, fragilisent la capacité des parents à prendre en charge leurs enfants qui finalement et le plus souvent ont pour alternative la rue. L'implication des enfants comme combattants actifs dans les conflits, est l'une des pires violations de leurs droits à l'épanouissement humain.

Mais la communauté internationale a-t-elle les moyens de protéger les droits des enfants à la lumière de la Convention qu'elle y a consacré, à commencer par l'interdiction de leur enrôlement dans les conflits armés ? Comment dans un contexte de conflit peut-on garantir l'éducation des enfants ? Tels sont les défis entre autres qui se posent à l'humanité qui doit se pencher véritablement sur les moyens d'éviter les conflits armés.

Références bibliographiques

- 1) UNICEF, Mars 2002-Les enfants impliqués dans les conflits armés au Congo, 70 p.
- 2) BIT/IPEC, Octobre 2002-La situation des enfants engagés dans les conflits armés en République du Congo, 98 p.
- 3) UNESCO, Mars 2000-Réinsertion sociale des enfants de la rue à Brazzaville, 84 p.
- 4) Katia Tatu Makulo, « Enfants de la rue » In Avant-garde, n°002 du Octobre-décembre 2005, pp 44-48
- 5) Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, chargé de l'alphabetisation, avril 2005-Projet d'Appui à l'Education de base. Document de référence, 28 p.